ne voyait plus rien. Le silence était majestueux. Et elle entendit un piétinement, un cri rauque, la chute sourde d'un corps. Puis, le silence se fit plus profond. Alors, comme si elle eût sentit la mort passer, elle resta toute froide, en face de l'épaisse nuit.

IV

Dès le petit jour, des éclats de voix ébranlèrent le moulin. Le père Merlier était venu ouvrir la porte de François. Elle descendit dans la cour, pâle et très calme. Mais là, elle ne put réprimer un frisson, en face du cadavre d'un prussien, qui était allongé près du puits, sur un manteau étalé.

Autour du corps, des soldats gesticulaient, criaient sur un ton de fureur. Plusieurs d'entre eux montraient les poings au village. Cependant, l'officier venait de faire appeler le père Merlier, comme maire de la commune.

—Voici, lui dit-il d'une voix étranglée par la colère, un de nos hommes que l'on a trouvé assassiné sur le bord de la rivière.... Il nous faut un exemple éclatant, et je compte que vous allez nous aider à découvrir le meurtrier.

—Tout ce que vous voudrez, répondit le meunier avec son flegme. Seulement, ce ne sera pas commode.

L'officier s'était baissé pour écarter un pan du manteau, qui cachait la figure du mort. Alors apparut une horrible blessure. La sentinelle avait été frappée à la gorge, et l'arme était restée dans la plaie. C'était un couteau de cuisine à manche noir.

—Regardez ce couteau, dit l'officier au père Merlier, peut-être nous aidera-t-il dans nos recherches.

Le vieillard avait eu un tressaillement. Mais il se remit aussitôt, il répondit, sans qu'un muscle de sa face bougeât :

—Tout le monde a des couteaux pareils dans nos campagnes.... Peut-être que votre homme s'ennuyait de se battre et qu'il se sera fait son affaire lui-même. Ça se voit.

—Taisez-vous ! cria furieusement l'officier. Je ne sais ce qui me retient de mettre le feu au quatre coins du village.

La colère, heureusement, l'empêchait de remarquer la profonde altération du visage de François. Elle avait dû s'asseoir sur le banc de pierre, près du puits. Malgré elle, ses regards ne quittaient plus ce cadavre, étendu à terre, presque à ses pieds. C'était un grand et beau garçon, qui ressemblait à Dominique, avec des cheveux blonds et des yeux bleus. Cette ressemblance lui retournait le cœur. Elle pensait que le mort avait peut-être laissé là-bas, en Allemagne, quelque amoureux qui allait pleurer. Et elle reconnaissait son couteau dans la gorge du mort. Elle l'avait tué.

Cependant, l'officier parlait de frapper Rocreuse de mesures terribles, lorsque des soldats accoururent. On venait de s'apercevoir seulement de l'évasion de Dominique. Cela causa une agitation extrême. L'officier se rendit sur les lieux, regarda par la fenêtre laissée ouverte, comprit tout et revint exaspéré.

Le père Merlier parut très contrarié de la fuite de Dominique.

—L'imbécile ! murmura-t-il, il gâte tout.

François, qui l'entendit, fut prise d'angoisse. Son père, d'ailleurs, ne soupçonnait pas sa complicité. Il hochait la tête en lui disant à demi-voix :

—A présent, nous voilà propres !

—C'est ce gredin ! c'est ce gredin ! criait l'officier. Il aura gagné les bois. Mais il faut qu'on nous le retrouve, ou le village payera pour lui.

Et, s'adressant au meunier :

—Voyons, vous devez savoir où il se cache ?

Le père Merlier eut son sourire silencieux, en montrant la large étendue des coteaux boisés.

—Comment voulez-vous trouver un homme là-dedans ? dit-il.

—Oh ! il doit y avoir des trous que vous connaissez. Je vais vous donner dix hommes. Vous les guiderez.

—Je veux bien. Seulement, il nous faudra huit jours pour battre tous les bois des environs.

La tranquillité du vieillard enrageait l'officier. Il comprenait en effet le ridicule de cette battue. Ce fut alors qu'il aperçut sur le banc François pâle et tremblante. L'attitude anxieuse de la jeune fille le frappa. Il se tut un instant, examinant tour à tour le meunier et François.

—Est-ce que cet homme, finit-il par demander brutalement au vieillard, n'est pas l'amant de votre fille ?

Le père Merlier devint livide, et l'on put croire qu'il allait se jeter sur l'officier pour l'étrangler. Il se raidit, il ne répondit pas. François avait mis son visage entre ses mains.

—Oui, c'est cela continua le Prussien, vous ou votre fille l'avez aidé à fuir. Vous êtes son complice.... Une dernière fois, voulez-vous nous le livrer ?

Le meunier ne répondit pas. Il s'était détourné, regardant au loin d'un air indifférent, comme si l'officier ne s'adressait pas à lui. Cela mit le comble à la colère de ce dernier.

—Eh bien ! déclara-t-il, vous allez être fusillé à sa place.

Et il commanda une fois encore le peloton d'exécution. Le père Merlier garda son flegme. Il eut à peine un léger haussement d'épaules, tout ce drame lui semblait d'un goût médiocre. Sans doute il ne croyait pas qu'on fusillât un homme si aisément. Puis, quand le peloton fut là il dit avec gravité :

—Alors, c'est sérieux ?.... Je veux bien.

S'il vous en faut un absolument, moi autant qu'un autre.

Mais François s'était levée, affolée, bégayant :

—Grâce, monsieur, ne faites pas du mal à mon père. Tuez-moi à sa place.... C'est moi qui ai aidé Dominique à fuir. Moi seule suis coupable.

—Tais-toi, fillette, s'écria le père Merlier. Pourquoi mens-tu ?.... Elle a passé la nuit enfermée dans sa chambre, monsieur. Elle ment, je vous assure.

—Non, je ne mens pas, reprit ardemment la jeune fille. Je suis descendue par la fenêtre, j'ai poussé Dominique à s'enfuir.... C'est la vérité, la seule vérité....

EMILE ZOLA.

(La fin au prochain numéro.)

14 JUIN 1830

Il y a aujourd'hui cinquante ans, l'armée française, forte de quarante mille hommes, commandée par le général de Bourmont, débarqua sur la plage de Sidi-Ferruch, à cinq lieues à l'ouest d'Alger. Partie de Toulon le 25 mai, une flotte de six cent soixante-quinze bâtiments de toute sorte, sous les ordres de l'amiral Duperré, l'avait conduite en vingt jours au rivage africain. Elle y venait pour venger l'injure faite au drapeau national par Hussein-Dey, d'Alger.

Trois ans avant, le consul de France, M. Deval, s'étant rendu au palais du prince, la veille de la fête du Bairam, afin de le complimenter selon l'usage, Hussein mit l'entretien sur les négociations qui se poursuivaient entre Paris et Alger, pour régler des différends de date ancienne. Sans laisser au représentant de la France le temps de parler, il fit valoir vivement ce qu'il appelait ses griefs ; il se plaignit surtout que le ministre des affaires étrangères de notre pays n'eût pas répondu à une lettre qu'il lui avait précédemment adressée.

—J'ai eu l'honneur de vous en porter la réponse, aussitôt que je l'ai reçue, objecta M. Deval.

—Pourquoi ne m'a-t-il pas répondu directement ? s'écria Hussein-Dey. Suis-je un manant, un homme de boue, un vanu pieds ? Mais, c'est vous qui êtes la cause que je n'ai pas reçu la réponse de votre ministre ; c'est vous qui lui avez insinué de ne pas m'écrire ! Vous êtes un méchant, un infidèle, un idolâtre.

En proférant ces reproches, il se leva, porta à M. Deval trois coups violents avec le manche de son chasse-mouches et lui ordonna de se retirer. Le même jour, le consul de France écrivait à son gouvernement pour lui faire connaître ce qui s'était passé. En terminant son récit, il sollicitait un congé pour le cas où il ne serait pas donné à cette affaire la suite et l'éclat qu'elle méritait.

Quelques semaines après, un intrépide marin, le capitaine de vaisseau Collet, appartenait au consul, à la tête d'une escadre, l'ordre de demander des excuses solennelles et s'il ne les obtenait pas, au bout de vingt-quatre heures, de se retirer sur l'un de nos bâtiments après avoir amené son pavillon. Le dey ne voulut pas comprendre la gravité de cet avertissement. Il y répondit par de nouveaux méfaits. Le capitaine Collet mit le blocus devant Alger, le cabinet de Paris étant résolu à avoir satisfaction.

Mais, au bout de deux ans, cet état de choses ne s'était pas modifié ; Hussein-Dey semblait s'y résigner, et, après avoir vainement tenté de sortir du port, sa flotte y demeurait immobile. C'était donc pour la France une campagne longue et sans gloire, qui coûtait en outre au trésor sept millions par an. Le ministère Villèle et le ministère Martignac ayant sur les bras, l'un les élections générales et les affaires de Grèce, l'autre l'expédition de Morée et la question d'Orient, avaient dû subir cette situation, malgré les réclamations des Chambres.

Cependant, au commencement de juillet 1829, le second résolu d'en finir. Le contre-amiral de la Bretonnière, qui avait remplacé le capitaine Collet dans le commandement du blocus, fut invité à se mettre une dernière fois en rapport avec

le dey d'Alger et à lui adresser une suprême sommation. Il obéit, demanda une audience qui lui fut accordée, et le 21 juillet, le vaisseau la *Provence* le conduisit au quai d'Alger où il débarqua pour se rendre à la Casbah. Mais, les deux visites qu'il fit en trois jours à Hussein-Dey ne donnèrent pas de résultat.

—J'ai de la poudre et du canon, lui dit définitivement l'ancien janissaire, et puisqu'il n'y a pas moyen de s'entendre, vous êtes libre de vous retirer.

Le lendemain, la *Provence*, portant le pavillon parlementaire, toutes ses voiles au vent, quittait le port sous les yeux d'une énorme population. Tout à coup, les batteries des forts d'Alger se firent entendre et plusieurs boulets vinrent tomber autour du vaisseau amiral. Il ne fut pas sérieusement endommagé. Mais en violant le droit des gens, en insultant de sang-froid le drapeau français, Hussein-Dey avait aggravé sa première faute et sa conduite méritait un éclatant châtement.

Quand la nouvelle de cet outrage arriva en France, Charles X venait de confier le pouvoir à M. de Polignac. L'histoire, qui s'est montrée justement sévère pour le cabinet du 8 août, a déjà dit et confirmera dans l'avenir que ce fut son honneur de se révéler dans ces circonstances, énergique et résolu. L'expédition d'Alger fut décidée. Elle le fut malgré les amers critiques de l'opposition de ce temps, qui, redoutant que la gloire n'en profitât au gouvernement, donna, dès ce jour, un exemple que M. Jules Favre a eu la triste fortune d'imiter plus tard et alla jusqu'à prétendre que la raison et le droit étaient du côté du dey d'Alger ; elle le fut, malgré les objections de plusieurs marins qui la déclaraient impossible, pleine de périls, devant conduire à un désastre irréparable, et alléguaient qu'il ne faudrait pas moins de vingt-sept jours pour opérer ce débarquement qu'on vit ensuite s'opérer en huit heures : elle le fut enfin, malgré l'Angleterre qui, plus exigeante qu'aucune des nations européennes, essaya d'abord de l'entraver et réclama ensuite impérieusement à M. de Polignac un engagement portant que la France, si le sort des armes lui donnait la victoire, ne conserverait pas sa conquête.

Les attaques de l'opposition, les critiques de l'amiral Duperré, lequel s'ingéniait à empêcher une campagne qui devint ensuite son plus beau titre de gloire, les remontrances de l'Angleterre ne parvinrent pas à ébranler la conviction du gouvernement du roi. Il la défendit énergiquement. Il arriva même que l'ambassadeur britannique s'étant permis de tenir au baron d'Haussez, ministre de la marine, des propos menaçants, celui-ci répliqua en ces termes :

—La France se f... de l'Angleterre, milord ; notre flotte, déjà réunie à Toulon, sera prête à mettre à la voile dans les derniers jours de mai. Elle s'arrêtera pour se rallier aux îles Baléares ; elle opérera son débarquement à l'ouest d'Alger. Vous voilà informé de sa marche ; vous pourrez la rencontrer si la fantaisie vous en prend ; vous n'accepterez pas le défi que je vous porte, parce que vous n'êtes pas en état de le faire. Ce langage, je n'ai pas besoin de vous le répéter, n'a rien de diplomatique. Je vous prie, cependant, de réfléchir sur le fond que le ministre des affaires étrangères pourrait vous traduire en d'autres termes, mais sans y rien changer.

* *

Tels sont, rapidement résumés, les événements à la suite desquels le général de Bourmont plantait le drapeau français sur la terre africaine, à la date du 14 juin 1830. Huit heures avaient suffi pour mettre les troupes à terre ; vingt jours suffirent pour les rendre maîtresses d'Alger, où elles entrèrent triomphalement le 5 juillet, tandis qu'Hussein-Dey, vaincu et résigné à son destin, s'appêtait à partir pour l'Europe, où il devait apprendre, en arrivant, que le monarque par qui sa puissance venait d'être détruite, fuyait lui-même son royaume, chassé par une révolution victorieuse.

Il faut lire dans les historiens de la con-

quête, Alfred Nettement et Camille Rousset, le récit de ces grandes journées, marquées par des étapes immortelles : Staoueli, Sidi-Kalef, Dely-Ibrahim, Chapelle-et-Fontaine, le Fort-de-l'Empereur, et par des traits héroïques, prélude mémorable de cette longue suite de combats qui devaient doter la patrie française d'une colonie prospère et accroître d'inestimable joyaux le trésor de ses gloires. Le 14 juin 1830 la Monarchie donna l'Algérie à la France. On a eu raison de dire que la prise d'Alger fut le testament politique de la Restauration ; on ne saurait trop le répéter à cette nation, pour son malheur non moins prompt à oublier la dette qu'elle contracta ce jour-là envers la Maison Royale, qu'à châtier cruellement l'erreur d'un jour.

A dater de cette heure, la marche de l'armée française à travers l'Algérie, dont elle reculait sans cesse les frontières, peut être comparée aux plus illustres faits d'armes de tous les temps. Chaque soldat devint un héros ; pour les commander, ces braves trouvèrent des chefs dont l'exemple les électrisait : Bourmont, Clauzel, Damrémont, Changarnier, Bedeau, Duviérier, Cavaignac, Lamoricière, Leflô, Mac-Mahon, Bugeaud, Pélessier, Saint-Arnaud, et à côté d'eux des fils de roi : le duc d'Orléans, le duc d'Aumale, dont les exploits sont restés vivants parmi les témoins de ces luttes épiques : Constantine, les Portes de fer, Isly, Médéah, et des centaines d'autres, qui ne sauraient être énumérés ici.

Comment oublier tant d'épisodes dignes d'être chantés par Homère : Changarnier, commandant l'arrière garde de l'armée, lors de la retraite de Constantine, et cerné tout à coup par l'ennemi, disant à ses soldats : "Ils sont six mille, vous êtes trois cents ; la partie est égale !" Et le vaillant capitaine Lelièvre, tenant tête pendant quatre jours, dans Mazagrau, à douze mille Arabes avec cent vingt-trois hommes ? Quels géants et quels souvenirs !

On cherche des dates patriotiques, pouvant être célébrées annuellement comme la fête même de la patrie, propres à réunir dans un sentiment de concorde et de reconnaissance, dégagé de l'esprit de parti, tous les cœurs français, à les faire tous battre à l'unisson ! En voilà une. La journée commémorative de la conquête d'Alger égale en grandeur, à ce qu'il nous semble, la journée commémorative de la prise de la Bastille. Non seulement elle l'égale, mais elle la dépasse, car si l'une rappelle la sanglante aurore d'une implacable guerre civile, un trône brisé, des innocents massacrés, la guillotine en permanence, des représailles farouches, et, comme conséquence de tant de forfaits, la dictature amenant l'invasion, rien de pareil dans le souvenir de l'autre n'en altère la beauté. Ce n'est pas du sang qui a coulé sur la terre algérienne que Barnave aurait pu dire : "Ce sang était-il donc si pur ?" Pur, il l'était autant qu'il a été fécond.

Ces morts, pour lesquels le gouvernement français aurait dû réclamer aujourd'hui l'honneur de la commémoration patriotique que, le 14 juillet, il laissera célébrer en mémoire de fous furieux dont la passion politique fit ce jour-là des assassins, ces morts immortels sont tombés en braves pour la patrie, la face à l'ennemi.

Parler d'eux à la France, fêter en ce jour leur souvenir, et du même coup le souvenir de tant de générations de vaillants qui, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ont combattu pour le prestige du drapeau national, eût été compris comme un appel à l'union de toutes les âmes. Le 14 juin appartient en effet à ce patrimoine de gloire, commun à tous les Français, héritage de nos pères, que tous, républicains et monarchistes, peuvent également revendiquer, tandis que, quoi qu'on fasse, malgré les illuminations, les drapeaux, les musiques et les pavois, le 14 juillet ne sera jamais qu'un anniversaire de discorde et de vengeances, et non la fête de la patrie.

ERNEST DAUDET.

—Mme Beaulieu, de Old Town, Me., est à faire ses dents pour la troisième fois, à l'âge respectable de 70 ans.